Kabylie : L'insurrection de 1871

X. Yacono

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/encyclopedieberbere/1410>

DOI : [10.4000/encyclopedieberbere.1410](https://doi.org/10.4000/encyclopedieberbere.1410)

ISSN : 2262-7197

Éditeur

Peeters Publishers

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2004

Pagination : 4022-4026

ISBN : 2-7449-0452-X

ISSN : 1015-7344

Référence électronique

X. Yacono, « Kabylie : L'insurrection de 1871 », *Encyclopédie berbère* [En ligne], 26 | 2004, document K08, mis en ligne le 01 juin 2011, consulté le 14 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/encyclopedieberbere/1410> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/encyclopedieberbere.1410>

Ce document a été généré automatiquement le 14 décembre 2020.

© Tous droits réservés

Kabylie : L'insurrection de 1871

X. Yacono

- 1 C'est la plus importante des insurrections que connut l'Algérie française avant celle du 1^{er} novembre 1954. À la différence de cette dernière, elle ne devait pas s'étendre à l'ensemble du territoire, mais toutes deux prirent leur essor dans l'Est du pays, particulièrement dans les régions berbérophones de Kabylie.

Les origines

- 2 On en discute encore et on doit admettre que celles-ci sont multiples. Il est cependant incontestable qu'une révolte de cette ampleur traduit d'abord l'échec de la politique française en Algérie depuis 1830 et singulièrement sous le Second Empire. La politique libérale du « Royaume arabe » n'avait pas davantage désarmé les Indigènes que les « quinze systèmes d'organisation » antérieurs dont parle Napoléon III dans sa lettre au maréchal de Mac-Mahon du 20 juin 1865 : dès la fin de l'Empire certains prévoyaient que des revers pourraient déterminer un soulèvement. Les revers survinrent et l'insurrection suivit. L'Algérie se trouva avec une armée très amoindrie pour défendre sa sécurité (environ 40 000 hommes y compris les « mobiles ») au moment où la France subissait une perte de prestige considérable qu'aggravaient encore dans les villes, et surtout à Alger, les manifestations contre les « officiers capitules ». Cette division entre Français et le spectacle de l'anarchie qui s'installait après l'effondrement du régime militaire ne pouvaient qu'encourager ceux qui prévoyaient un changement.
- 3 L'effacement des officiers annonçait, en effet, la victoire du régime civil avec, pour les Indigènes, une double menace : contre leurs terres et contre leur statut coranique. Contre leurs terres parce que les Bureaux arabes les avaient toujours défendues et que, eux disparaissant, nul ne monterait plus la garde au seuil des tribus : or, dès le 24 décembre 1870, un décret étendant considérablement le territoire civil avait rendu la menace imminente. Mais il y avait plus : le régime civil, c'était, du moins on le croyait, l'assimilation à brève échéance comme semblait le montrer le décret Crémieux du 24 octobre 1870 qui avait accordé aux Juifs la qualité de citoyens français et c'est dans ce sens qu'il joua sans doute un rôle. Il ne fit pas naître un sentiment de jalousie mais de

crainte. Plus tard seulement il pourra être exploité de manière différente par les révoltés qui y verront, pour les Musulmans, le danger d'être soumis à des Juifs.

- 4 Ce furent les chefs indigènes qui furent les premiers sensibilisés à cette évolution. Toute la politique française tendait à morceler les tribus et à diminuer l'influence des grandes familles. Plus que les autres, les notables se sentaient menacés par l'attitude des civils et par les mesures égalitaires qu'on promettait, telles la libération des *khammès**, la confiscation des terres ou des impôts considérables. Ce n'est pas un hasard si la révolte nobiliaire, celle des *djouad*, a précédé la révolte populaire.
- 5 Peut-on accorder un rôle aux influences extérieures ? On a pensé évidemment à la Prusse à cause des événements et de la présence de l'explorateur Rholfs à Tunis en août 1870, mais l'activité de celui-ci paraît avoir été très limitée. On a beaucoup discuté sur l'influence d'Abd-el-Kader et il est certain que son fils Mahieddine est intervenu directement, mais une meilleure connaissance des lettres de l'Émir ne semble pas laisser de doute sur son entier loyalisme par rapport à la France. Par contre, nul avant A. Temimi n'avait montré l'intervention de la Turquie provoquant la création d'une « Société de Bienfaisance et de Sauvegarde de l'Islam ». Ses chefs ont sans doute tendance à beaucoup exagérer leur rôle dans le déclenchement de l'insurrection, mais l'existence même de cette Société est un fait important en relation avec le malaise et les rancœurs régnant chez les notables du Constantinois notamment.
- 6 Tout cela explique, à la fin de 1870, l'établissement d'un climat d'inquiétude et d'excitation qu'on décèle chez les militaires comme chez les Indigènes, les premiers demandant des renforts et les seconds amassant des armes : lors de la répression, on saisira près de 89 000 fusils, preuve qu'une active contrebande devait exister depuis longtemps à partir de la Tunisie, créant un danger qu'il appartenait à l'armée de contrer dans la mesure de ses moyens.
- 7 Ainsi se pose le problème du rôle joué par l'autorité militaire. Jusqu'alors l'armée, et en particulier ses agents les plus actifs, les Bureaux arabes, s'étaient efforcés, pour assurer la sécurité, d'une part, de défendre les intérêts des tribus et de faire évoluer les populations dont ils avaient la charge dans le sens d'une amélioration de leurs conditions, d'autre part d'éviter la formation de toute coalition pouvant amener les Indigènes à former un front unique contre la domination française. Or l'instauration du régime civil, devenue inévitable après l'effondrement de l'Empire, rendait très difficile la poursuite du premier objectif et on pouvait penser que, pour maintenir le calme, les officiers pratiqueraient, plus que jamais, la politique du *divide ut regnes*. Dans le Constantinois, c'est l'inverse qui se produit comme si l'armée avait voulu donner des arguments aux Européens, et particulièrement aux colons, qui accusaient les militaires de se maintenir en déclenchant périodiquement des insurrections.
- 8 Charles-André Julien a montré, en effet, comment l'armée mit fin d'abord aux luttes entre les deux *coffs* des Mokrani, celui que dirigeait le bachaga de la Medjana (haute plaine de Bordj-Bou-Argeridj, à l'ouest de Sétif) Mohammed el-Hadj el-Mokrani, et celui qui obéissait à ses cousins les Abd-es-Salem el-Mokrani ; puis comment elle s'employa à mettre un terme aux rivalités maraboutiques en rapprochant, au sein de la confrérie des *Rahmâniya**, le marabout Ben Ali Chérif et le cheikh El-Haddad, celui-ci particulièrement influent en Kabylie. Faut-il voir là une politique visant à éviter tout conflit susceptible de s'étendre en préconisant une réconciliation générale ou, au contraire, une manœuvre de l'autorité militaire pour provoquer « un mouvement limité qui rendrait son maintien indispensable et qu'elle se croyait capable de maîtriser

à sa guise » ? Avec des effectifs réduits cela paraît douteux mais le débat reste ouvert. On peut seulement constater que la grande révolte sera déclenchée par les Mokrani soutenus par la Rahmânîya.

Les mouvements de révolte

Les préludes

- 9 Plusieurs mouvements de révolte préludèrent à la grande insurrection. Le premier, qui éclata le 20 janvier 1871, est sans doute le plus significatif. Il eut, en effet, pour origine un ordre de l'autorité militaire, qu'on a pu interpréter différemment, et il mit en cause une institution sur laquelle on avait fondé beaucoup d'espoir, celle des smalas de spahis. Apparue dès la Monarchie de Juillet et considérablement développées sous le Second Empire (on en comptait seize en 1869), ces smalas comprenaient le plus souvent un bordj autour duquel s'établissaient les tentes des spahis. Ceux-ci devaient se livrer à l'agriculture (et constituer même de véritables fermes modèles) tout en se tenant prêts à répondre à l'appel de leurs chefs pour assurer la sécurité. L'ordre d'envoyer des spahis en France fut pour le moins une maladresse, les hommes mariés notamment étant dispensés de servir hors d'Algérie : d'où des mutineries dans trois smalas et un véritable soulèvement dans celle d'Aïn-Guettar (au Sud-Est de Souk-Ahras). Avec le soutien de la tribu influente des Hanencha, les insurgés pillèrent la campagne et firent pendant trois jours le siège de Souk-Ahras ; il fallut envoyer une colonne de Bône pour les réduire.
- 10 Moins d'un mois plus tard, le 14 février, sans cause connue, la tribu des Ouled Aïdoun attaquait le bordj d'El-Milia (au Nord/Nord-Ouest de Constantine) qui n'était dégagé que le 27. Dans d'autres secteurs plus éloignés, des foyers de révolte apparaissaient également : un des fils d'Abd-el-Kader, Mahieddine, entrainé à Négrine (au Sud des Nemencha) le 9 mars ; au même moment la ville de Tébessa était cernée par les Ouled Khalifa et, dans le Sud, le chérif Bouchoucha s'emparait d'Ouargla. Il n'y avait encore aucune révolte étendue mais l'autorité française semblait incapable de maintenir l'ordre, ce qui devait encourager un homme comme le bachaga Mokrani dont l'action va déclencher la grande révolte de caractère d'abord nobiliaire puis populaire.

La révolte des djouad

- 11 Elle commence le 15 mars 1871 par une véritable déclaration de guerre du bachaga Mokrani. C'est là un fait décisif au point que Louis Rinn, dont le livre est de 1891, pense que l'Histoire dira, en parlant des événements de 1871 : « l'insurrection de Moqrani ».
- 12 El-Hadj Mohammed ben el-Hadj Ahmed el-Mokrani (*Lħağ Muħend n At-Meqqran* en kabyle) eut à se plaindre des autorités d'Alger et de Constantine dès le moment où il succéda à son père en 1853. Pour services rendus à la cause française, celui-ci avait reçu le titre de *khalifa* de la Medjana et était considéré plutôt comme un allié par les chefs militaires. À sa mort, son fils dut se contenter du titre de *bachaga* et devint un haut fonctionnaire sous le contrôle des Bureaux arabes, avec un pouvoir de plus en plus réduit et, en 1870, il dépendait non d'un colonel mais d'un simple capitaine. De plus il fut atteint directement dans ses intérêts matériels par la perte de certains privilèges, la confiscation d'une partie de ses terres et le départ de Mac-Mahon qui s'était porté

garant du remboursement des sommes que le bachaga avait empruntées pour secourir ses administrés pendant la famine de 1867-1868.

- 13 L'instauration du régime civil représentait pour Mokrani une véritable catastrophe non seulement parce qu'il se sentait menacé par l'expansion prévisible de la colonisation, mais aussi parce qu'il craignait un régime dans lequel l'aristocratie ne semblait pas avoir de place. Il se crut même sur le point d'être arrêté. Dès la fin de février, il décida de démissionner de ses fonctions. Le 15 mars il lança l'appel à la révolte dans l'intention sans doute de montrer sa force pour obtenir des concessions de la part des Français en faveur des familles dirigeantes. Mais le début de cette manifestation de force fut un échec : il ne peut s'emparer de la ville de Bordj-Bou-Arreridj qui commandait la Medjana ; il ne réussit pas à prendre le bordj dans lequel s'étaient réfugiés les défenseurs et il dut lever le siège après dix jours.

Les khouan se joignent aux djouad

- 14 C'est en faisant appel au cheikh El-Haddad que Mokrani donna un caractère nouveau à l'insurrection. El-Haddad proclama le *djihad* le 8 avril. Son fils Si Aziz devint l'« émir des soldats de la guerre sainte » et les *khouan* de la Rahmânîya entrèrent en rébellion. Avec les *khouan* de la grande confrérie l'insurrection prit un caractère populaire.
- 15 Le cœur de l'insurrection fut la Grande Kabylie où toutes les agglomérations notables furent attaquées : Tizi-Ouzou, Fort-National, Dra-el-Mizan, Dellys, Bougie ; sur la bordure occidentale Bordj-Menaïel et Palestro. Mais rapidement la grande révolte dépassa ce cadre pour s'étendre à l'Est à toute la Petite Kabylie, à l'Ouest jusqu'aux abords de la Mitija (l'Alma) et, au-delà, au massif des Beni Menasser (région de Cherchel). Au Sud, elle intéressera le pays jusqu'au chott du Hodna et Batna. Elle toucha aussi le désert, à Touggourt et Ouargla notamment.
- 16 Grâce aux renforts qu'il reçut, le vice-amiral de Gueydon, devenu gouverneur, put entreprendre une active répression. Le général Cérez atteignit Mokrani qui fut tué le 5 mai près du village d'Aïn Bessem ; son frère Bou Mezrag prit dès lors la direction du mouvement insurrectionnel. Les colonnes Lallemand et Cérez débloquèrent Fort-National (16 juin) assiégé depuis 63 jours et le 24 juin 1871 c'est encore à Icherridène, comme en 1857, que les Kabyles, après une défense énergique, subirent une défaite décisive qui allait entraîner une série de défections. Le 30 juin Si Aziz se rendait et le 13 juillet le cheikh El-Haddad, à son tour, abandonnait le combat.

La dernière résistance des djouad

- 17 La révolte allait cependant durer encore six mois avec à sa tête Bou Mezrag et il fallut de nombreuses opérations pour rétablir le calme.
- 18 Fin août, l'insurrection était terminée chez les Beni Menasser. Un mois plus tard, il en était de même pour les tribus du massif du Babor. À ce moment la lutte se poursuivait encore au Nord du Hodna et le 8 octobre Bou Mezrag perdait sa smala après le combat du Djebel Ayad (dit combat de Guebeur-Slougui), près de l'emplacement de la Qala des Beni Hammad. Il s'enfuit vers le Sahara constantinois dominé par Bouchoucha, considéré le plus souvent comme un aventurier, mais qui semble avoir joui d'un réel prestige et échappera aux poursuites jusqu'au 31 mars 1874. Bien avant, le 20 janvier 1872, Bou Mezrag était tombé aux mains des Français près d'Ouargla et, avec sa

capture, prenait fin la grande insurrection de l'Algérie orientale dont les Kabyles avaient été les principaux acteurs.

La répression

- 19 La répression officielle qui suivit l'insurrection fut très sévère et laissa un souvenir cruel, surtout en ce qui concerne la contribution de guerre et les séquestres.
- 20 Les tribus durent payer une contribution de guerre de 36 582 298 F que les *djemâas* répartirent souvent de manière égale entre les individus, contribuant ainsi à accabler les plus pauvres.
- 21 Les terres des tribus incriminées furent frappées de séquestre avec possibilité de rachat au cinquième de la valeur du terrain. Au total les prélèvements territoriaux s'élevèrent à 446 406 ha, se décomposant en : 301 516 ha de terres de culture, 54 461 ha de vergers et cultures, 90 429 ha de parcours. Les Alsaciens et Lorrains ayant opté pour la France devaient profiter d'une partie de ces terres (quelque 50 000 ha). Quant aux prélèvements financiers résultant du séquestre, ils fournirent en définitif 9 460 684 F.
- 22 Pendant deux ans, les tribunaux jugèrent un grand nombre d'accusés, souvent avec incohérence mais, dans l'ensemble, selon Rinn, avec indulgence : pour les jurés, sans doute, les véritables coupables étaient moins les révoltés que le régime militaire, les Bureaux arabes, et on parla du « procès des témoins militaires ». Les exécutions furent rares. Condamné à mort, Bou Mezrag eut sa peine commuée en transportation à la Nouvelle-Calédonie et fut gracié après avoir participé à la répression de l'insurrection canaque de 1878.
- 23 Au point de vue militaire, on a sans doute exagéré l'importance de l'insurrection. La majeure partie de l'Algérie refusa de suivre le mouvement et les Indigènes restés fidèles prirent une part importante à la lutte contre les insurgés. Si ceux-ci totalisèrent 200 000 combattants beaucoup n'étaient certainement pas armés de fusils et, pour l'emporter, la France ne fit intervenir dans ses colonnes que 22 000 hommes y compris les troupes régulières indigènes. Si on dénombra plus de 340 combats, du côté français on enregistra 2 686 décès dont plus de la moitié imputables aux maladies. Les pertes civiles s'élevèrent à une centaine d'hommes chez les Européens mais ne peuvent être précisées pour les Indigènes.
- 24 Au point de vue politique et social, ce fut cependant un événement majeur. Dans le Constantinois, la répression porta un coup décisif à la féodalité indigène qui cessa d'être une force véritable. Surtout, malgré son succès final, l'armée resta la grande perdante, chargée de toutes les responsabilités. Le régime civil triompha sans conteste et la colonisation, libre de toutes entraves, vit s'ouvrir devant elle le vaste champ promis à son expansion.

BIBLIOGRAPHIE

AGERON Ch. R., *Les Algériens musulmans et la France (1871-1919)*. Paris, P.U.F., 1968, tome I, p. 3-36 ; et « L'insurrection de 1871 en Algérie » in *Politiques coloniales au Maghreb*, Paris, P.U.F., 1972, 291 p., p. 219-229.

JULIEN Ch. A., *Histoire de l'Algérie contemporaine. La conquête et les débuts de la colonisation (1827-1871)*. Paris, P.U.F., 1964, p. 453-500.

LA SICOTIERE L. Duchesne de., Assemblée Nationale, 1872, *Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur les actes du gouvernement de la Défense nationale. Algérie*. Versailles, Cerf, 1875, 2 vol. in 4° : I, *Rapport*, 912 p. ; II, *Dépositions des témoins*, 297 p. Une 2^e édition en 1876.

MARTEL A., « Note sur l'historiographie de l'insurrection algérienne de 1871 (1891-1971) », *Cahiers de Tunisie*, Tunis 1976, n° 93-94, p. 63-84.

NOUSCHI A., *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises de la conquête jusqu'en 1919*. Paris, P.U.F., 1961, p. 393-430.

RINN L., *Histoire de l'insurrection de 1871 en Algérie*. Alger, Jourdan, 1891, 671 p., 2 cartes h-t.

ROBIN Colonel N., *L'insurrection de la Grande Kabylie e 1871*. Paris, Lavauzelle, 1901, 579 p.

TEMIMI A., *Recherches et documents d'histoire maghrébine. La Tunisie, l'Algérie et la Tripolitaine de 1816 à 1871*. Publications de l'Université de Tunis, 1971, 333 p., p. 79-107.

INDEX

Mots-clés : Aheddad (Cheikh), Colonisation, Djouad, Khouan, Mokrani (el-), Répression, Résistance